Le plan Borloo appliqué en catimini ? Tout se passe comme si le gouvernement voulait agir mais sans le dire trop fort

16/10/2018 à 14h47

Un an après l'appel de Grigny, certaines mesures du rapport Borloo ont été discrètement mises en place. D'autres sont en préparation. Emmanuel Macron avait pourtant rejeté l'idée d'un nouveau "plan pour les banlieues".

Le 16 octobre 2017, plusieurs dizaines de maires de banlieues lançaient un appel à Grigny, en région parisienne, pour un plan d'urgence en faveur des territoires oubliés touchés de plein fouet par plusieurs mesures gouvernementale durant l'été 2017 (APL, suppression de nombreux contrats aidés). Ces états généraux de la politique de la ville ont débouché sur la mission et le rapport Borloo, rejeté en mai dernier lors d'un long discours par le président de la République. Mais un an plus tard, qu'en est-il ? Que sont devenues les préconisations nées de "l'appel de Grigny" ? Force est de constater qu'elles ne sont pas enterrées.

Si "*l'amertume*" et même "*un sentiment de gâchis*" restent tenaces, Philippe Rio, le maire de Grigny avoue s'interroger depuis plusieurs semaines sur les véritables intentions du gouvernement : "*Il y a des choses qui bougent, par petites touches »*, avoue cet élu parmi les plus mobilisés à l'automne dernier.

La rénovation urbaine (acte 2) débloquée

La **rénovation urbaine** (ANRU2), par exemple, qui était à l'arrêt – Jean-Louis Borloo en avait fait le constat à maintes reprises – redémarre. Pas moins de 80 chantiers financés (à hauteur de 2 milliards d'euros) et validés en deux mois à peine, grâce à une nouvelle enveloppe budgétaire (État, Action logement, monde HLM). Ou encore ce récent plan pour les **copropriétés en déshérence** dans les quartiers populaires.

> *Ce sont des mesures plutôt intelligentes. On a là une boîte à outils pour mettre fin à des situations insupportables, qui s'étoffe. Ce qui est étrange, c'est que le gouvernement semble ne pas vouloir dire qu'il agit pour les quartiers populaires. Est-ce une stratégie politique? Philippe Rio le maire de Grigny.*

Ne pas le dire trop fort

Des petits déjeuners gratuits, aux places en crèche dans les quartiers prioritaires, en passant par l'appel aux entreprises à lutter contre les **discriminations à l'embauche** en juillet dernier… Le frémissement est là, acquiesce, perplexe, Catherine Arenou la maire de Chanteloup-les-Vignes. Mais tout se passe effectivement comme s'il ne fallait surtout pas le dire trop fort.

> *Il y a des choses qui se mettent en place, doucement, à dose homéopathique…mais sans que ce soit dit, un peu sous le manteau !*

D'autres chantiers, qui figuraient dans le rapport Borloo, seraient actuellement en cours de finalisation : l'extension à 60 sites en grande difficulté **des cités éducatives** sur le modèle de l'expérimentation de Grigny, un soutien renforcé de la prévention spécialisée pour redonner des moyens aux **éducateurs de rue**, ou encore une **agence dédiée au**

traitement médiatique de l'actualité des quartiers populaires. Le projet de Cour ou d'observatoire de l'**équité territoriale** est à l'étude, mais encore loin de voir le jour.

Le problème ? En faisant les choses en catimini, "*sans plan d'ensemble*", "*sans que cela se voit* », l'exécutif se prive, ajoutent ces deux élus, d'un levier important pour recréer de la confiance. Un enjeu pourtant central.

franceinter.fr